Nos dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

LE COMPLOT contre la République

Rapport du Préfet de police

SUR LE PARTI ORLEANISTE

Il ne s'agit pas des bruits récents de complots qui ont couru dans les journaux et qui auraient donné lieu à un commencement d'instruction, mais d'un rapport rédigé par la préfecture de police au mois de mars dernier, à la suite de la tentative avortée de M. Déroulède. Ce rapport avait été communiqué, sur sa demande, au procureur de la République, au moment, sans doute, des poursuites contre la jeunesse royaliste. Il paraît, ce soir, dans la *Gazette de France*. Nous le reproduisons sous toutes réserves :

Mars 1899.

Depuis l'échec du boulangisme, qu'il avait subventionné et dont il s'était servi comme d'une machine de guerre propre à renverser la République, le parti orléaniste n'avait cessé de s'amoindrir et de s'affaiblir.

Mais, après la mort du comte de Paris, l'avènement d'un nouveau chef, jeune, actif et entreprenant, redonna de l'espoir aux monarchistes et le parti se reconstitua.

Dès le début, deux courants s'y manifestèrent : les « Jeunes » voulaient marcher de l'avant ; les « Anciens » conseillaient la prudence. Le duc d'Orléans, lui-même, se partagea. Il suivit tantôt les Jeunes, tantôt les Anciens.

Aussitôt, MM. d'Audiffret-Pasquier et Daferville, anciens représentants officiels du comte de Paris, prirent le duc d'Orléans de les relever de leurs fonctions.

Ils prétendant choisir même M. Buffet comme représentant officiel à Paris en remplacement de M. Daferville, et chargea de divers services spéciaux MM. de Chevilly, Amédée Dufaure, de Monicourt, duc Decazes, duc de Luynes, comte de Grammont et Aubry-Vitet, qui faisaient partie en même temps de son service d'honneur.

Le duc d'Orléans a également des représentants en province. Il a investi du titre et de la fonction de délégués régionaux : M. de Lur-Saluces pour la région du Sud-Ouest; M. de Chanteau pour la région lyonnaise, etc., des délégués choisissant à leur tour des délégués cantonaux qui placent à la tête des comités parlementaux.

L'organisation active et militante du parti orléaniste se trouve principalement sur l'Association de la jeunesse royaliste de France, qui a son siège, 24, rue Las Cases. Cette association a des comités dans les arrondissements de Paris et dans les départements. A sa tête est un comité central composé de MM. le comte de Bastard d'Estang, président; le comte de Paillet, secrétaire général et René Chapin trésorier.

L'organisation parisienne

Les comités de la région parisienne forment la Jeunesse royaliste de Paris, dirigée par un comité central composé de M. Godefroy, président; M. Hénault, Bertin et de Lormeau, vice-présidents; M. de Castillon de Saint-Victor, trésorier, et MM. Vauthier de Fouquières et Michelin, secrétaires.

Dans chaque arrondissement et dans quelques circonscriptions de la banlieue existe un comité subordonné au comité de la Jeunesse royaliste de Paris.

Parmi les plus militants on cite ceux des :

1er et 8e arrondissements qui ont pour président M. Henry de France ;

18e arrondissement qui a pour président, M. Chevolleau ;

15e arrondissement qui a pour président M. Duval ;

16e arrondissement qui a pour président, M. de Fallize ;

16e arrondissement qui a pour président, M. le baron de Vaux ;

19e arrondissement qui a pour président, M. Henri Thirion ;

20e arrondissement qui a pour président, M. Gros.

Celui du 19e arrondissement mérite une mention spéciale. Il est dirigé d'une façon occulte par M. le comte de Sabran-Pontevès, ancien député de Toulon et ancien ministre des Législatives le mai 1898 et qui obtint 4,200 voix, contre 9,000 à M. Clovis Hugues. La propagande faite par ce candidat royaliste durant la période électorale lui a attiré bien des sympathies, et c'est pour encourager son parti, sans qu'il donne aucun nom, que deux familles auxquelles assiste également Mme de Sabran-Pontevès,

Il a créé, en outre, la Société « l'Alouette gauloise » dont le siège est 10, rue d'Allemagne et où se trouvent aussi les bureaux de son journal le *Clairon de la Villette-Combat*. M. de Sabran recrute de nombreux partisans parmi les garçons bouchers de la Villette, et lors des derniers événements (Nomination de M. Loubet à la présidence de la République, obsèques de M. Félix Faure), il en a embauché, par l'entremise de Gaston Dumay, marchand boucher, ancien ami de Morès, un certain nombre pour manifester sur la voie publique.

Les comités des 1er et 2me arrondissements et celui du 19e donnent également des soirées familiales et organisent des réunions intimes. Parmi les plus assidues MM. Henry de France et le baron de Vaux, deux militants actifs, fort l'apologie du régime présidentiel.

Ces comités n'ont ni règlement ni statuts.

A Paris, outre les comités officiels, existent encore des comités indépendants tels que l' « Œillet blanc », le " Saphir Royal ", l' " Alouette gauloise " et le " Camelia " qui concourent également à la propagande.

Les congrès en province

Chaque année, la Jeunesse royaliste de France tient un congrès national auquel les comités parisiens et provinciaux se font représenter par des délégués. Ce congrès a lieu chaque année dans une ville différente. Depuis de 1898 a eu lieu à Rouen, celui de 1899 se réunira à Montpellier dans les premiers jours d'avril.

La jeunesse royaliste organise également des congrès régionaux.

Les comités exercent leur propagande de diverses façons. Ils organisent des manifestations, des réunions, des fêtes, distribuent des images, des opuscules, affichent des manifestes.

Le 26 juillet 1898, deux cent cinquante membres des comités firent un voyage de Paris à Coëtlanfan sur un bateau de la Compagnie Normande. A l'avant du bateau se trouvait le blason du duc d'Orléans, et chacun des voyageurs avait à son chapeau un portrait du prétendant encadré de baudes tricolores et portant l'inscription. « Vive le duc d'Orléans ! » Sur tout le parcours, les « Jeunes » criaient devant des pontons en criant : « Vive le roi ! A bas les gueux ! A bas les voleurs ! A bas les juifs ! » Une musique jouait de temps à autre la *Marche lorraine* et la chanson de Charette. A Coëtlanfan, les manifestants distribuèrent des prospectus et des images royalistes, en qui amena des protestations ; lorsque le bateau quitta Coëtlanfan, le soir, a dix heures, une grève se produisit, les tombe sur les royalistes et des gamins furent bousés.

En novembre 1898, le plupart des comités organisèrent des fêtes familiales en l'honneur de Jeanne, du prétendant, et peu après, en l'honneur de la duchesse d'Orléans, lorsque celle-ci vint à Paris.

Depuis l'année dernière, on célèbre, le 15 août, la Sainte-Marie en souvenir de la duchesse, et tous les comités communient ce jour-là, dans la soirée, au banquet pour la Saint-Philippe. En 1898, ce banquet fut présidé par M. de Lanjuinais, député du Morbihan. On y remarquait M. Piou, le duc de Luynes, le comte de Paillé, le comte de Bastard, Boulay, etc.

Le duc de Luynes représentait officiellement le duc d'Orléans. Il prononça un discours où il dit, entre autres choses, ceci :

« A un moment où la France, fraîchie et écœurée semble s'éveiller à chacun son solution, la jeunesse royaliste doit tous deux voies pour grossir ses rangs et vous montrer comme une force sociale capable de préparer cette solution.

« Les jeunes comme les anciens l'avant-garde du grand parti français.

« Au nom d'abord de nos ancêtres et de ceux qui allaient les premiers au feu vous ailes les premiers à la gloire, vous porteres fièrement en tête du drapeau national, fleuri de lis, vous vous ralliera à premier l'honneur de la patrie et vous aurez ensuite, vous serez à la conquête des libertés nécessaires à la prospérité de la France.

Une adresse au duc d'Orléans fut lue et adoptée aux cris de : « Vive le roi ! Vive le roi ! »

Du comité de la fête dont nous avons signaler chaque année pour la fête des Rois.

Les manifestants de l'affaire Dreyfus

Les membres des comités royalistes ont participé à toutes les manifestations tumultueuses qui ont eu lieu à la suite des divers procès relatifs à l'affaire Dreyfus. Ils étaient également au meeting organisé par M. Déroulède le 1er décembre 1898 salle Ferrand, 73, avenue de la Grande Armée ; ils devaient pousser les cris de « Vive la France ! Vive l'armée ! Vive le duc d'Orléans ! » Ils s'acquitèrent consciencieusement de leur mission. et, en quittant l'avenue de la Grande Armée, ils criaient manifestement en poussant les mêmes cris devant le cercle militaire et sur les grands boulevards, devant quelques journaux juifs.

La propagande

C'est par les soins des comités qu'ont été placardées dans Paris les affiches représentant le portrait du prétendant et portant en gros caractères les mots : « Vive Philippe prochainement. — Le duc d'Orléans ». Ils font également afficher des petits portraits bordés de baudes tricolores avec l'inscription : Vive le duc d'Orléans ! ou les mots : On demande un roi de France, vingt-cinq ans de Rénovation plus nécessaire que la volonté. Cela est trop ! Vive le duc d'Orléans ! »

Ils distribuent des broches fabriquées en Belgique de la grandeur d'une pièce de 50 centimes, avec le portrait du duc et, en exergue, les mots : « Le roi arrive ? Vive le roi ! »

Ils distribuent encore des médailles à l'effigie du prétendant qui portent, sous cette inscription « Je ne vengerai que les injures faites à la patrie ! Je replacerai mon pays au premier rang des nations avec le concours de tous les vrais Français. »

Le 8 mars 1899, M. le baron de Vaux distribuait aux membres de la Jeunesse royaliste de Montmartre, un lamentable opuscule qui, dans la pensée du distributeur, était injurieux pour M. le président de la République. Ce lance-confetti représentait une tête de porc surmontée d'un petit chapeau sur lequel on lisait l'inscription suivante : « Panama tête ». On se proposait de se servir de ce lance-confetti dans la journée de la mi-carême.

Les « Ligues nationalistes » sont vendues

Il faut signaler également que des délégations ont été envoyées à différentes reprises à Woestanzer, à Bruxelles et à Saint-Denis. Après chaque visite, le discours du duc d'Orléans était commenté avec éloges dans les journaux royalistes parisiens, puis affiché en placards en grand nombre. Il en est de même de ses lettres et manifestes.

Ainsi, *Rien ne pourrait et ne pourra pourrir* comme sur des partisans nombreux et déterminés, le duc d'Orléans, ou plutôt l'état-major de son parti, qui paraît se montrer plus ministériel que lui-même, n'est préparé pour une action prochaine et décisive. Il a mieux à profiter de la première occasion qui se produirait.

Le trouble jeté dans les esprits par l'affaire Dreyfus lui a permis de recommencer de nouveaux intrigues. Il a cherché à utiliser à son profit les associations patriotiques déjà existantes ou celles nouvellement fondées.

C'est ainsi que la plupart des chefs du parti royaliste, animés d'un grand nombre de fidèles, sont entrés dans la « Ligue de la Patrie française » et la « *Ligue des intérêts de la Défense nationale* ».

Quant à la « Ligue antisémitique » dirigée par Jules Guérin, et la « Ligue des patriotes » le parti s'est assuré leur concours efficacité en assurant au préalable celui de leurs chefs qu'il subventionne largement.

Les ressources de Jules Guérin

Sous le couvert de l'antisémitisme, Jules Guérin travaille en réalité pour le parti orléaniste, mais il en a accaparé largement tout ce qu'il a pu trouver de adhérents, qu'il meue d'ailleurs à sa volonté. Il est allé l'année dernière à Marienbad, et au mois de janvier 1899, il a fait de nombreux voyages en dehors de Paris. Depuis cette époque, Guérin reçoit du parti royaliste, par l'intermédiaire de M. de Pins d'importants subsides. M. de Pins est administrateur de la *Gazette de France*, courtier de publicité, royaliste militant et de relations étroites avec Jules Guérin.

Guérin fait, au vu et au su de tout le monde, de très grandes dépenses. Il a fondé un journal, une imprimerie ; il a des secrétaires et il siège au Cercle Ligue rue de Chabrol, 51, et a payé de suite une somme de loyer d'avance, soit 15,000 francs. Des représentations ont lieu à Paris au local pour y donner des fêtes familiales.

On trouvera également une salle d'armes pour les ligueurs et les bureaux du journal l'*Antijuif*, organe de la Ligue.

Le duc d'Orléans aurait compté beaucoup sur Guérin et il n'hésiterait pas à mettre éventuellement à sa disposition une somme considérable s'il y avait lieu de tenter un coup de force.

Déroulède subventionné par les royalistes

Le chef de la Ligue des patriotes, M. Déroulède, reçoit aussi des subsides du parti royaliste. Il aurait reçu quelques jours avant son coup d'état une somme de 50,000 francs.

La Ligue reçoit également des fonds de M. Bois de Gastellane, député royaliste. On lut que dénoncé par la Ligue était pourvue de ressources, c'est que la veille du mouvement de M. Faure elle avait des télégrammes formés à 5f centimes à 4,000 personnes.

La mort subite de M. Félix Faure a pare offrir au parti orléaniste l'occasion attendue pour agir. Aussitôt la nouvelle connue, le duc quitta San Remo pour venir à Bruxelles et attendre les événements. Il paraît certain que MM. Buffet, de Luynes, de Rémal, Daferville étaient au courant du projet de M. Déroulède.

Le complot

M. de Luynes s'était rendu au secrétariat de M. Buffet, 58, faubourg Saint-Honoré, et tous deux attendaient le résultat du coup de force. Vers cinq heures, ne voyant aucun mouvement, M. de Luynes envoya des émissaires sur le boulevard avec mission de se renseigner. Ils prévinrent le chef de la Ligue qui avait réussi à entraîner la troupe.

Les ordres étaient donnés à ce dernier et à un nombre de membres de la Ligue des patriotes avaient été placés sans qu'ils aussent eux-mêmes pourquoi, la place de la République, place de la Nation et sur les *grands boulevards*, *et, divers groupes* avaient acclamé les troupes au passage, les saraient encouragés et les avaient suivies.

M. Godefroy, président de la jeunesse royaliste de Paris, était parti pour Amiens où l'on escomptait, dit-on, un coup de force semblable à celui manqué par M. Déroulède. En cas de réussite, il devait répondre le cas échéant, mais n'attendait qu'un avis favorable de ce complot pour pénétrer en France ; des reines d'automobiles étaient prêtes, paraît-il, à cet effet.

Le parti royaliste aurait dépensé, pour cette tentative, une somme de 300,000 francs.

CHEZ M. DÉROULÈDE

Paris, 10 juillet. — Interrogé par un rédacteur de l'*Agence Nationale* au sujet des allégations contenues dans la « Gazette de France » et reprises dans le portrait du prétendant encadre de baudes tricolores et portant l'inscription. « Vive le duc d'Orléans ! » Sur tout le parcours, les « Jeunes » criaient devant des pontons en criant : « Vive le roi ! A bas les gueux ! A bas les voleurs ! A bas les juifs ! » Une musique jouait de temps à autre la *Marche lorraine* et la chanson de Charette. A Coëtlanfan, les manifestants distribuèrent des prospectus et des images royalistes, en qui amena des protestations ; lorsque le bateau quitta Coëtlanfan, le soir, a dix heures, une grève se produisit, les tombe sur les royalistes et des gamins furent bousés.

En novembre 1898, la plupart des comités organisèrent des fêtes familiales en l'honneur de Jeanne, du prétendant, et peu après, en l'honneur de la duchesse d'Orléans, lorsque celle-ci vint à Paris.

Depuis l'année dernière, on célèbre, le 15 août, la Sainte-Marie en souvenir de la duchesse, et tous les comités communient ce jour-là, dans la soirée, au banquet pour la Saint-Philippe. En 1898, ce banquet fut présidé par M. de Lanjuinais, député du Morbihan. On y remarquait M. Piou, le duc de Luynes, le comte de Paillé, le comte de Bastard, Boulay, etc.

Le duc de Luynes représentait officiellement le duc d'Orléans. Il prononça un discours où il dit, entre autres choses, ceci :

« A un moment où la France, fraîchie et écœurée semble s'éveiller à chacun son solution, la jeunesse royaliste doit tous deux voies pour grossir ses rangs et vous montrer comme une force sociale capable de préparer cette solution.

« Les jeunes comme les anciens l'avant-garde du grand parti français.

« Au nom d'abord de nos ancêtres et de ceux qui allaient les premiers au feu vous ailes les premiers à la gloire, vous porteres fièrement en tête du drapeau national, fleuri de lis, vous vous ralliera à premier l'honneur de la patrie et vous aurez ensuite, vous serez à la conquête des libertés nécessaires à la prospérité de la France.

LES GOUVERNEMENTS

de l'Indo-Chine et de Madagascar

Paris, 10 juillet. — Certains journaux annoncent que M. Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine, va être appelé au gouvernement général de l'Algérie et qu'il aurait pour successeur en Indo-Chine le général Galliéni. Nous pouvons dire que cette dernière nouvelle est inexacte. D'une part, M. Doumer désirerait continuer au Tonkin l'œuvre qu'il a entreprise et, d'autre part, le général Galliéni est attendu à Alger la place de M. Laferrière, dont le remplacement n'est d'ailleur pas décidé. D'autre part, on fait remarquer que la situation de l'Indo-Chine est actuellement comparable à ce qui existait à Madagascar, où le général Galliéni fut envoyé pour remplacer M. Laroche. En effet l'Indo-Chine, jusqu'à présent, a été, dans d'être pacifié, tandis qu'en Indo-Chine la période de pacification est close et qu'il n'y a aucune raison d'abandonner le système d'administration civile qui fonctionne depuis déjà longtemps pour revenir au régime d'administration militaire.

LA REVISION

du Procès Dreyfus

Dreyfus dans sa prison

Le capitaine Dreyfus, qui a conservé les vêtements civils qu'il avait en débarquant sur nous avons décrits, a demandé hier qu'on lui fît faire l'uniforme de capitaine d'artillerie qu'il désire porter pour passer devant le conseil de guerre. Le maître-tailleur du 7e régiment d'artillerie a lui en faire un.

Le prisonnier est très content de son ordinaire, qu'il prend à la cantine de la prison, et qui est celui du capitaine de gendarmerie chargé de la garde.

Il a renoncé l'appétit.

Il reçoit chaque jour une volumineuse correspondance de France et de l'étranger.

Il est autorisé à se promener quand il le désire, dans la cour qui précède la prison. Chaque fois il est accompagné de deux gardiens, l'un le capitaine de gendarmerie et l'autre un gardien qui peut répondre aux questions qu'il pourrait leur poser. Il ne leur adresse point la parole.

Il a une pleine confiance dans la Conseil de guerre.

Les tortures de Dreyfus

M. Louis Havet, membre de l'Institut, adresse au *Figaro*, la lettre suivante, qui a un intérêt particulier au moment où le ministère de la colonie s'efforce de revoquer de ses fonctions à la *Guyane M. Deniel, directeur du pénitencier* des îles du Salut :

Rochecorbon (Indre-et-Loire). 8 juillet 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Tout au commencement, à l'arrivée de France en Guyane (1899), on se débarqua pas le condamné dans la cale. On le laissa à bord de cette, par une chaleur de 45 degrés, pendant quatre jours. Et tout prêts de la fin, prudemment qu'on ne discutait le « désensemment » (1899), il lui mis pendant un mois au pain et à l'eau. Passons rapidement sur ces détails, si l'on veut.

On vait qu'en 1896, le colonel Picquart ayant averti le général Boiot qu'Alfred Dreyfus était innocent, on le mit en cellule de réprimandes, dans une prison *infecte horrible*).

On sait que l'on ferment ainsi l'horizon au malheureux, ses bonneaux lui dièrent la vue de la mer. Il y a quelque chose de plus, que les Français doivent savoir.

Peut-être supposes-vous que l'encios formé par la palissade était une cour spacieuse, où le captif pouvait se promener sans que le public connaisse, et embrassât, le jour, toute la voûte bleue, et la nuit, toute la multitude des constellations. Je le supposais pour ma part.

Bien souvent je m'en suis figuré que Dreyfus, quand venait le fraîchissement du soir, se reposait sur le marin en regardant les étoiles. J'avais la que sous les tropiques elles brillent d'un éclat plus ardent, et que le jour où le vent tombe, elles se sont éteintes et celles des antipodes. Il me semblait qu'un homme que la sentence avait frappé à jamais, que les interdictions officielles avaient déclaré *indigne de toute pitié* — car cela a été fait — qui n'entendait plus le son de la voix humaine, et à qui on venait de cacher jusqu'à la vue des flots, devait du moins trouver un refuge dans la contemplation des feux célestes. Je l'imaginais rassasié au yeux de leur lumière. et, pour apaiser sa pensée, la lançant dans les abîmes des temps et des espaces. Je me trompais, car on lui avait aussi retranché le ciel.

Entre la case et la palissade il y avait un intervalle de quarante mètres. Je vous supplie, et je supplie chaque lecteur, de ne pas lire ce chiffre abstraitement. Mesurez quarante centimètres à partir d'un mur et imaginez que, de ce côté, on vous ait mis dans l'autre coté vous en frôlez un autre ; renversez-le ici comme pour voir péniblement un plafond, et recommencez vous-même, de cet autre côté, la fissure.

Ce mur, quelque chose qu'il fût *le* le jour. Cet état de choses dura au sans changement : alors le prisonnier fut pris d'étouffements, et le médecin prescrivit de le mettre au soleil. Il ne pouvait pas qu'on reconnaît la palissade. On se-lève la case, pour qu'un peu d'air — un peu de l'air torride de la Guyane — vît aussi le prisonnier. Mais avec tout le patient n'était pas condamné à mort, on lui mesura la vie au compte-gouttes.

Je ne crois pas, Monsieur, de comprendre pourquoi Mme Dreyfus, au mépris de la loi, fut empêchée de prendre soin de son mari. Elle aurait vécu en France et il y a quelqu'un que les Chambres auraient interrogé. Le capitaine Dreyfus est revenu sans haine ; il est par rapport pour sa magnanimité qui ne se nomme pas l'homme responsable. Mais l'histoire n'est pas finie. *Le cas n'est pas encore sérieux*, et Dreyfus demeure, de chaleureux, sans haine, rétrait artificiel : il avait, par surcroît, de violents accès de fièvre, quand, par complaisance pour des journalistes, on le mit aux fers toutes les nuits pendant une durée de deux mois.

Il voulait, dit-on, ne plus demandé, qu'on ne parlât pas de lui dans la presse ; mais moi, j'ai pensé que je n'avais pas le droit de me taire. Je n'ai pas pu croire qu'il ait pu se faire, dans notre patrie et à la France doit la divulgation de l'enquête. Je crois superflu d'ajouter aucune réflexion.

Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, mes sentiments

Louis Havet,
Membre de l'Institut.

Dernière illusion

On télégraphie de Rennes au *Petit Bleu* :

Une personne digne de foi, qui occupait, à bord du *Sfax*, une situation officielle, m'a donné la certitude que Dreyfus a été victime d'un complot. Les ennemis voulaient expédier en France à l'escale du Cap *Vert était destinée au general de Boisdeffre : elle* contenait des documents secrets. Ensuite les ennemis, du chef de l'état-major général, qui passait en mer, au cours de la traversée, pour aller en son retour. Le commandant Cofinières de Nordeck fut on le pensa, singulièrement interlopée. Il ne voulait pas se prêter à ce complot. Mais, pour se conformant aux ordres reçus, il dit au capitaine Dreyfus que l'envoi de la dépêche était impossible.

La Revision et l'armée

Le colonel Robert qui déjà fit paraître dans le *Figaro* un article sensationnel sur la revision et l'armée, commente encore dans les termes suivants cette intéressante question :

Après avoir indiqué les origines de la lutte, j'ai fait voir les causes qui avaient au début rendu la revue de l'affaire hostile à la revision : sentiment de confiance absolue dans ses chefs, répulsion instinctive envers le *lanceur ayadient qui était représenté* comme vouloir et pouvant achever le trouble les consciences, confirmation de la culpabilité de Dreyfus par les déclarations successives des présidents du Conseil et des ministres de la guerre.

Je pense aujourd'hui que ces mêmes sentiments et ces mêmes qu'allant les premiers au feu vous ailes les premiers à la gloire, vous porteres fièrement en tête du drapeau national, fleuri de lis, vous vous ralliera à premier l'honneur de la patrie et vous aurez ensuite, vous serez à la conquête des libertés nécessaires à la prospérité de la France.

Une adresse au duc d'Orléans fut lue et adoptée aux cris de : « Vive le roi ! Vive le roi ! »

Du comité de la fête dont nous avons signaler chaque année pour la fête des Rois.

Les manifestants de l'affaire Dreyfus

Les membres des comités royalistes ont participé à toutes les manifestations tumultueuses qui ont eu lieu à la suite des divers procès relatifs à l'affaire Dreyfus. Ils étaient également au meeting organisé par M. Déroulède le 1er décembre 1898 salle Ferrand, 73, avenue de la Grande Armée ; ils devaient pousser les cris de « Vive la France ! Vive l'armée ! Vive le duc d'Orléans ! » Ils s'acquitèrent consciencieusement de leur mission. et, en quittant l'avenue de la Grande Armée, ils criaient manifestement en poussant les mêmes cris devant le cercle militaire et sur les grands boulevards, devant quelques journaux juifs.

La propagande

C'est par les soins des comités qu'ont été placardées dans Paris les affiches représentant le portrait du prétendant et portant en gros caractères les mots : « Vive Philippe prochainement. — Le duc d'Orléans ». Ils font également afficher des petits portraits bordés de baudes tricolores avec l'inscription : Vive le duc d'Orléans ! ou les mots : On demande un roi de France, vingt-cinq ans de Rénovation plus nécessaire que la volonté. Cela est trop ! Vive le duc d'Orléans ! »

Ils distribuent des broches fabriquées en Belgique de la grandeur d'une pièce de 50 centimes, avec le portrait du duc et, en exergue, les mots : « Le roi arrive ? Vive le roi ! »

Ils distribuent encore des médailles à l'effigie du prétendant qui portent, sous cette inscription « Je ne vengerai que les injures faites à la patrie ! Je replacerai mon pays au premier rang des nations avec le concours de tous les vrais Français. »

Le 8 mars 1899, M. le baron de Vaux distribuait aux membres de la Jeunesse royaliste de Montmartre, un lamentable opuscule qui, dans la pensée du distributeur, était injurieux pour M. le président de la République. Ce lance-confetti représentait une tête de porc surmontée d'un petit chapeau sur lequel on lisait l'inscription suivante : « Panama tête ». On se proposait de se servir de ce lance-confetti dans la journée de la mi-carême.

Les « Ligues nationalistes » sont vendues

Il faut signaler également que des délégations ont été envoyées à différentes reprises à Woestanzer, à Bruxelles et à Saint-Denis. Après chaque visite, le discours du duc d'Orléans était commenté avec éloges dans les journaux royalistes parisiens, puis affiché en placards en grand nombre. Il en est de même de ses lettres et manifestes.

Ainsi, *Rien ne pourrait et ne pourra pourrir* sur des partisans nombreux et déterminés, le duc d'Orléans, ou plutôt l'état-major de son parti, qui paraît se montrer plus ministériel que lui-même, n'est préparé pour une action prochaine et décisive. Il a mieux à profiter de la première occasion qui se produirait.

Le trouble jeté dans les esprits par l'affaire Dreyfus lui a permis de recommencer de nouveaux intrigues. Il a cherché à utiliser à son profit les associations patriotiques déjà existantes ou celles nouvellement fondées.

C'est ainsi que la plupart des chefs du parti royaliste, animés d'un grand nombre de fidèles, sont entrés dans la « Ligue de la Patrie française » et la « *Ligue des intérêts de la Défense nationale* ».

Quant à la « Ligue antisémitique » dirigée par Jules Guérin, et la « Ligue des patriotes » le parti s'est assuré leur concours efficacité en assurant au préalable celui de leurs chefs qu'il subventionne largement.

Les ressources de Jules Guérin

Sous le couvert de l'antisémitisme, Jules Guérin travaille en réalité pour le parti orléaniste, mais il en a accaparé largement tout ce qu'il a pu trouver de adhérents, qu'il meue d'ailleurs à sa volonté. Il est allé l'année dernière à Marienbad, et au mois de janvier 1899, il a fait de nombreux voyages en dehors de Paris. Depuis cette époque, Guérin reçoit du parti royaliste, par l'intermédiaire de M. de Pins d'importants subsides. M. de Pins est administrateur de la *Gazette de France*, courtier de publicité, royaliste militant et de relations étroites avec Jules Guérin.

Guérin fait, au vu et au su de tout le monde, de très grandes dépenses. Il a fondé un journal, une imprimerie ; il a des secrétaires et il siège au Cercle Ligue rue de Chabrol, 51, et a payé de suite une somme de loyer d'avance, soit 15,000 francs. Des représentations ont lieu à Paris au local pour y donner des fêtes familiales.

On trouvera également une salle d'armes pour les ligueurs et les bureaux du journal l'*Antijuif*, organe de la Ligue.

Le duc d'Orléans aurait compté beaucoup sur Guérin et il n'hésiterait pas à mettre éventuellement à sa disposition une somme considérable s'il y avait lieu de tenter un coup de force.

Déroulède subventionné par les royalistes

Le chef de la Ligue des patriotes, M. Déroulède, reçoit aussi des subsides du parti royaliste. Il aurait reçu quelques jours avant son coup d'état une somme de 50,000 francs.

La Ligue reçoit également des fonds de M. Bois de Gastellane, député royaliste. On lut que dénoncé par la Ligue était pourvue de ressources, c'est que la veille du mouvement de M. Faure elle avait des télégrammes formés à 5f centimes à 4,000 personnes.

La mort subite de M. Félix Faure a pare offrir au parti orléaniste l'occasion attendue pour agir. Aussitôt la nouvelle connue, le duc quitta San Remo pour venir à Bruxelles et attendre les événements. Il paraît certain que MM. Buffet, de Luynes, de Rémal, Daferville étaient au courant du projet de M. Déroulède.

Le complot

M. de Luynes s'était rendu au secrétariat de M. Buffet, 58, faubourg Saint-Honoré, et tous deux attendaient le résultat du coup de force. Vers cinq heures, ne voyant aucun mouvement, M. de Luynes envoya des émissaires sur le boulevard avec mission de se renseigner. Ils prévinrent le chef de la Ligue qui avait réussi à entraîner la troupe.

Les ordres étaient donnés à ce dernier et à un nombre de membres de la Ligue des patriotes avaient été placés sans qu'ils aussent eux-mêmes pourquoi, la place de la République, place de la Nation et sur les *grands boulevards*, *et, divers groupes* avaient acclamé les troupes au passage, les saraient encouragés et les avaient suivies.

M. Godefroy, président de la jeunesse royaliste de Paris, était parti pour Amiens où l'on escomptait, dit-on, un coup de force semblable à celui manqué par M. Déroulède. En cas de réussite, il devait répondre le cas échéant, mais n'attendait qu'un avis favorable de ce complot pour pénétrer en France ; des reines d'automobiles étaient prêtes, paraît-il, à cet effet.

Le parti royaliste aurait dépensé, pour cette tentative, une somme de 300,000 francs.

CHEZ M. DÉROULÈDE

Paris, 10 juillet. — Interrogé par un rédacteur de l'*Agence Nationale* au sujet des allégations contenues dans la « Gazette de France » et reprises dans le rapport de police publié par la *Gazette de France*, M. Déroulède a fait à notre collaborateur les déclarations suivantes :

« Tous les souscripteurs, petits et grands, qui nous apportent leur argent acceptent par avance mes jugements et mes ordres sans en connaître, bien loin de nous en dicter. C'est par milliers que les souscriptions nous arrivent pour la cause de la République française. Quelques-uns seulement ont droit en groupant des forces financières pour mettre à notre disposition des moyens d'action et des forces politiques nouvelles un but parfaitement légal.

Quant à l'insinuation policière qui fait de moi un prétendant, je ne puis, en vérité, m'en offenser de prétendant, et peu après, en l'honneur de la duchesse d'Orléans, lorsque celle-ci vint à Paris.

Depuis l'année dernière, on célèbre, le 15 août, la Sainte-Marie en souvenir de la duchesse, et tous les comités communient ce jour-là, dans la soirée, au banquet pour la Saint-Philippe. En 1898, ce banquet fut présidé par M. de Lanjuinais, député du Morbihan. On y remarquait M. Piou, le duc de Luynes, le comte de Paillé, le comte de Bastard, Boulay, etc.

Le duc de Luynes représentait officiellement le duc d'Orléans. Il prononça un discours où il dit, entre autres choses, ceci :

« A un moment où la France, fraîchie et écœurée semble s'éveiller à chacun son solution, la jeunesse royaliste doit tous deux voies pour grossir ses rangs et vous montrer comme une force sociale capable de préparer cette solution.

« Les jeunes comme les anciens l'avant-garde du grand parti français.

« Au nom d'abord de nos ancêtres et de ceux qui allaient les premiers au feu vous ailes les premiers à la gloire, vous porteres fièrement en tête du drapeau national, fleuri de lis, vous vous ralliera à premier l'honneur de la patrie et vous aurez ensuite, vous serez à la conquête des libertés nécessaires à la prospérité de la France.

Une adresse au duc d'Orléans fut lue et adoptée aux cris de : « Vive le roi ! Vive le roi ! »

Du comité de la fête dont nous avons signaler chaque année pour la fête des Rois.

Les manifestants de l'affaire Dreyfus

Les membres des comités royalistes ont participé à toutes les manifestations tumultueuses qui ont eu lieu à la suite des divers procès relatifs à l'affaire Dreyfus. Ils étaient également au meeting organisé par M. Déroulède le 1er décembre 1898 salle Ferrand, 73, avenue de la Grande Armée ; ils devaient pousser les cris de « Vive la France ! Vive l'armée ! Vive le duc d'Orléans ! » Ils s'acquitèrent consciencieusement de leur mission. et, en quittant l'avenue de la Grande Armée, ils criaient manifestement en poussant les mêmes cris devant le cercle militaire et sur les grands boulevards, devant quelques journaux juifs.

La propagande

C'est par les soins des comités qu'ont été placardées dans Paris les affiches représentant le portrait du prétendant et portant en gros caractères les mots : « Vive Philippe prochainement. — Le duc d'Orléans ». Ils font également afficher des petits portraits bordés de baudes tricolores avec l'inscription : Vive le duc d'Orléans ! ou les mots : On demande un roi de France, vingt-cinq ans de Rénovation plus nécessaire que la volonté. Cela est trop ! Vive le duc d'Orléans ! »

Ils distribuent des broches fabriquées en Belgique de la grandeur d'une pièce de 50 centimes, avec le portrait du duc et, en exergue, les mots : « Le roi arrive ? Vive le roi ! »

Ils distribuent encore des médailles à l'effigie du prétendant qui portent, sous cette inscription « Je ne vengerai que les injures faites à la patrie ! Je replacerai mon pays au premier rang des nations avec le concours de tous les vrais Français. »

Le 8 mars 1899, M. le baron de Vaux distribuait aux membres de la Jeunesse royaliste de Montmartre, un lamentable opuscule qui, dans la pensée du distributeur, était injurieux pour M. le président de la République. Ce lance-confetti représentait une tête de porc surmontée d'un petit chapeau sur lequel on lisait l'inscription suivante : « Panama tête ». On se proposait de se servir de ce lance-confetti dans la journée de la mi-carême.

Les « Ligues nationalistes » sont vendues

Il faut signaler également que des délégations ont été envoyées à différentes reprises à Woestanzer, à Bruxelles et à Saint-Denis. Après chaque visite, le discours du duc d'Orléans était commenté avec éloges dans les journaux royalistes parisiens, puis affiché en placards en grand nombre. Il en est de même de ses lettres et manifestes.

Ainsi, *Rien ne pourrait et ne pourra pourrir* sur des partisans nombreux et déterminés, le duc d'Orléans, ou plutôt l'état-major de son parti, qui paraît se montrer plus ministériel que lui-même, n'est préparé pour une action prochaine et décisive. Il a mieux à profiter de la première occasion qui se produirait.

Le trouble jeté dans les esprits par l'affaire Dreyfus lui a permis de recommencer de nouveaux intrigues. Il a cherché à utiliser à son profit les associations patriotiques déjà existantes ou celles nouvellement fondées.

C'est ainsi que la plupart des chefs du parti royaliste, animés d'un grand nombre de fidèles, sont entrés dans la « Ligue de la Patrie française » et la « *Ligue des intérêts de la Défense nationale* ».

Quant à la « Ligue antisémitique » dirigée par Jules Guérin, et la « Ligue des patriotes » le parti s'est assuré leur concours efficacité en assurant au préalable celui de leurs chefs qu'il subventionne largement.

Les ressources de Jules Guérin

Sous le couvert de l'antisémitisme, Jules Guérin travaille en réalité pour le parti orléaniste, mais il en a accaparé largement tout ce qu'il a pu trouver de adhérents, qu'il meue d'ailleurs à sa volonté. Il est allé l'année dernière à Marienbad, et au mois de janvier 1899, il a fait de nombreux voyages en dehors de Paris. Depuis cette époque, Guérin reçoit du parti royaliste, par l'intermédiaire de M. de Pins d'importants subsides. M. de Pins est administrateur de la *Gazette de France*, courtier de publicité, royaliste militant et de relations étroites avec Jules Guérin.

Guérin fait, au vu et au su de tout le monde, de très grandes dépenses. Il a fondé un journal, une imprimerie ; il a des secrétaires et il siège au Cercle Ligue rue de Chabrol, 51, et a payé de suite une somme de loyer d'avance, soit 15,000 francs. Des représentations ont lieu à Paris au local pour y donner des fêtes familiales.

On trouvera également une salle d'armes pour les ligueurs et les bureaux du journal l'*Antijuif*, organe de la Ligue.

Le duc d'Orléans aurait compté beaucoup sur Guérin et il n'hésiterait pas à mettre éventuellement à sa disposition une somme considérable s'il y avait lieu de tenter un coup de force.

Déroulède subventionné par les royalistes

Le chef de la Ligue des patriotes, M. Déroulède, reçoit aussi des subsides du parti royaliste. Il aurait reçu quelques jours avant son coup d'état une somme de 50,000 francs.

La Ligue reçoit également des fonds de M. Bois de Gastellane, député royaliste. On lut que dénoncé par la Ligue était pourvue de ressources, c'est que